



## **RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2011**

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2011, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2011 et 2010 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2010 (« données comparables »). La comparaison avec 2007, dernière année avant la crise économique et financière, a été maintenue afin de mesurer le retour progressif à une situation normale de l'activité commerciale et le renforcement des équilibres d'exploitation.

### **1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU DEUXIEME TRIMESTRE 2011**

Avec une parité moyenne de \$ 1,44 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 12 % par rapport au deuxième trimestre 2010 (\$ 1,27 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique de diminuer de 5 % le chiffre d'affaires et de € 1,6 million le résultat opérationnel du trimestre dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

#### **Poursuite de la progression des commandes**

Avec un total de € 21,2 millions, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO progressent de 24 % par rapport au deuxième trimestre 2010 (€ 18,2 millions). Les commandes du deuxième trimestre 2010 avaient elles-mêmes fortement augmenté (+ 65 %) par rapport à celles du deuxième trimestre 2009, très marquées par la crise.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels augmentent de 7 %, celles des équipements de CFAO de 31 %.

En hausse de 13 %, les ventes de pièces détachées et de consommables (€ 11,0 millions) enregistrent une nouvelle progression importante par l'effet combiné de l'augmentation du nombre d'équipements de CFAO installés et de la poursuite de la croissance des volumes de production des entreprises clientes.

#### **Très forte augmentation des résultats**

Le chiffre d'affaires s'établit à € 52,4 millions, en croissance de 12 % par rapport au deuxième trimestre 2010 (+ 7 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 25,5 millions) est en croissance de 23 %. Les revenus récurrents (€ 26,8 millions) augmentent de 3 %, ce résultat conjuguant une diminution de 2 % du

chiffre d'affaires des contrats récurrents et la hausse de 13 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel atteint € 7,4 millions et la marge opérationnelle 14,2 %, en progression respectivement de € 3,6 millions (+ 68 %) et de 5,4 points à données comparables. A données réelles, le résultat opérationnel progresse de € 2,1 millions (+ 39 %) et la marge opérationnelle de 3,2 points.

Le bénéfice net s'établit à € 5,1 millions ; il augmente de € 2,4 millions (+ 88 %) à données réelles par rapport au deuxième trimestre 2010 (€ 2,7 millions).

Il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent aux deuxièmes trimestres 2011 et 2010.

Le cash-flow libre s'élève à € 5,2 millions. Le cash-flow libre du deuxième trimestre 2010 (€ 13,8 millions) comprenait € 6,2 millions au titre du remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche de l'année 2009, alors que cette mesure a été supprimée en 2011. Les décaissements à caractère non récurrent du deuxième trimestre 2011 se sont élevés à € 0,4 million (€ 0,1 million au deuxième trimestre 2010).

## **Lectra obtient l'exequatur en Espagne de la sentence rendue contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009**

Par une décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'exequatur en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009 qui avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 25,9 millions (valeur actualisée au 30 juin 2011).

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Face au refus persistant d'Induyco de payer le solde de € 10,8 millions, Lectra a engagé fin décembre 2010 une procédure d'exequatur devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne le jugement arbitral et encaisser les montants encore dus par Induyco. En confirmant la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale en Espagne, la décision que vient de rendre le Tribunal de Première Instance de Madrid constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige. Elle renforce la volonté de la société de faire valoir fermement ses droits et de poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence.

Induyco ayant fait appel de ce jugement, la décision du 27 juin 2011 ne modifie pas l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société : seuls ont été comptabilisés les € 15,1 millions encaissés en 2010. Le solde restant dû par Induyco ne sera enregistré que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des honoraires engagés a déjà été payée, l'exécution de la décision d'exequatur (une fois épuisées les possibilités d'appel) se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco (*cf. note 8 des notes annexes au présent rapport*).

## **2. COMPTES CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2011**

Les commandes et les résultats du premier semestre 2011 confirment la poursuite de la dynamique commerciale et de l'amélioration des équilibres opérationnels et financiers de la société, déjà significativement renforcés en 2010.

Avec une parité moyenne de \$ 1,40 / € 1 sur le semestre, le dollar s'est inscrit en baisse de 5 % par rapport au premier semestre 2010. Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique de diminuer de 2 % le chiffre d'affaires et de € 1,4 million le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

## Commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 43,1 millions, en progression de 24 % par rapport au premier semestre 2010.

Si les commandes de nouvelles licences de logiciels sont stables, celles des équipements de CFAO progressent de 37 %. Cette disparité provient principalement du mix des marchés sectoriels : la hausse des commandes du secteur automobile (+ 85 %) a été supérieure à celle de la mode (+ 10 %), ces deux marchés représentant respectivement 36 % et 50 % des commandes totales. Les commandes de l'ameublement sont en retrait de 7 %, celles des autres industries de 16 %.

Les commandes enregistrées dans les Amériques progressent de 28 %, celles de la région Asie-Pacifique et de l'Europe de 27 %. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), elles reculent globalement de 12 %. Les commandes dans les pays émergents (51 % du total) augmentent de 38 %, celles des pays développés (49 % du total) de 12 %.

Par rapport au premier semestre 2007, les commandes demeurent en retrait de 21 %. Le retard n'est plus que de 2 % pour les pays émergents alors qu'il est encore de 35 % pour les pays développés.

Ces variations ne permettent naturellement pas d'extrapoler des tendances pour les trimestres suivants.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'établit à € 102,1 millions, en progression de 13 % à données comparables (+ 11 % à données réelles), par rapport à 2010.

La croissance s'établit à 9 % en Europe, 4 % dans les Amériques et 37 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 51 % (dont 12 % pour la France), 20 % et 24 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (5 % du chiffre d'affaires du Groupe) augmente de 3 %.

### *Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes*

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 13,4 millions) progresse de 16 %. Comme au premier semestre 2010, il contribue à hauteur de 13 % au chiffre d'affaires global.

Les équipements de CFAO (€ 30,5 millions) affichent une croissance de 34 % et représentent 30 % du chiffre d'affaires global (26 % en 2010).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 4,8 millions) augmente de 14 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 49,0 millions) progresse de 26 %. Il représente 48 % du chiffre d'affaires global (44 % en 2010). Cette hausse de 4 points confirme le retour, amorcé en 2010, à une dynamique de croissance de l'activité commerciale.

### *Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables*

Les revenus récurrents (€ 53,1 millions) augmentent de € 1,7 million (+3 %). Ils représentent 52 % du chiffre d'affaires global (56 % au premier semestre 2010).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % des revenus récurrents et à 30 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 30,9 millions. Après avoir diminué en 2009 et 2010 en raison des taux d'annulation exceptionnellement élevés enregistrés en 2008 et 2009 du fait de la crise, il est maintenant quasiment stabilisé (- 2 %).

Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 14,6 millions), en recul de 1 % par rapport au premier semestre 2010, représentent 14 % du chiffre d'affaires global (16 % au premier semestre 2010) ;

- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 16,3 millions), en recul de 4 %, représentent 16 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 21,4 millions) affiche une progression de 13 %.

### Carnet de commandes

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistrées au cours du semestre étant équivalent à celui du chiffre d'affaires, le carnet de commandes (€ 17,6 millions) est donc stable à données comparables. Il diminue cependant de € 0,9 million à données réelles par l'effet de la baisse du dollar par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011.

Le carnet de commandes au 30 juin 2011 comprend € 16,2 millions livrables au second semestre 2011 et € 1,4 million en 2012.

### Marge brute

Pour chaque ligne de produits, les marges sont en hausse à données comparables, démontrant à nouveau leur bonne tenue, malgré la forte pression concurrentielle encore accrue par la crise.

Le taux de marge brute global s'établit à 70,4 %. A données comparables, il s'élève à 70,8 % et diminue de 1,2 point par rapport au premier semestre 2010 (72 %).

Cette variation provient de l'évolution du mix produits, caractérisée par une progression de la part du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables dans le chiffre d'affaires global, leur taux de marge étant moins élevé que celui de ses autres composantes.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 59,0 millions, en augmentation de € 1,6 million (+ 3 %) par rapport au premier semestre 2010. Ils se décomposent ainsi :

- € 52,2 millions de frais fixes, en progression de € 0,5 million (+ 1 %) ;
- € 6,8 millions de frais variables, en progression de € 1,1 million (+ 19 %), une hausse reflétant la croissance de l'activité commerciale et des résultats.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 9,3 millions et représentent 9,1 % du chiffre d'affaires (€ 8,3 millions et 9,0 % en 2010), la société ayant décidé de renforcer ses efforts en R&D. Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche (dont le taux global diminue en 2011 du fait des nouvelles mesures fiscales en vigueur) et des subventions s'établissent à € 6,1 millions (€ 5,1 millions en 2010).

### Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 12,9 millions. A données comparables, il s'élève à € 14,3 millions et progresse de € 6,0 millions (+ 71 %) par rapport au premier semestre 2010 (€ 8,3 millions). A données réelles, la progression est de € 4,5 millions (+ 54 %).

La marge opérationnelle s'établit à 12,6 %. A données comparables, elle est de 13,7 % et augmente de 4,6 points par rapport à celle du premier semestre 2010 (9,1 %). A données réelles, la progression est de 3,5 points.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,9 million. Le résultat de change est positif de € 0,1 million du fait des couvertures de l'exposition au risque de change sur le dollar américain pour le premier trimestre.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 3,3 millions, le bénéfice net s'établit à € 8,8 millions soit le double de celui du premier semestre 2010 (€ 4,4 millions) à données réelles.

Le bénéfice net par action sur capital de base (€ 0,31) progresse de 94 % et celui sur capital dilué (€ 0,30) de 88 % à données réelles (€ 0,16 pour les deux au premier semestre 2010).

### Cash-flow libre

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre atteint € 9,3 millions (€ 19,3 millions en 2010). Le cash-flow libre du premier semestre 2010 comprenait € 6,2 millions au titre du remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche de l'année 2009, mesure supprimée en 2011.

Après décaissement de € 0,9 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 8,4 millions (€ 18,8 millions en 2010, après décaissement de € 0,5 million d'éléments à caractère non récurrent). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation positive de € 12,5 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 2,8 millions et d'investissements de € 1,4 million (*cf. note 7 des notes annexes au présent rapport*).

Le crédit d'impôt recherche du premier semestre 2011 (€ 2,7 millions) a été comptabilisé mais non encaissé. S'il avait été encaissé, le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent aurait été positif de € 12,0 millions et supérieur de € 3,2 millions au résultat net.

### Structure financière

Au 30 juin 2011, les capitaux propres s'élèvent à € 47,9 millions (€ 42,0 millions au 31 décembre 2010).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,4 million (€ 0,4 million au 31 décembre 2010). Il tient également compte du paiement, le 10 mai 2011, du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2011.

La trésorerie disponible s'établit à € 31,0 millions (€ 30,2 millions au 31 décembre 2010).

Les dettes financières sont de € 28,3 millions (€ 32,6 millions au 31 décembre 2010) :

- € 26,5 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007, dont les deux premiers remboursements semestriels contractuels (€ 3,8 millions chacun) ont été réalisés le 30 juin et le 31 décembre 2010. Par ailleurs, la société, à sa propre initiative, a effectué un remboursement anticipé de € 10 millions le 31 décembre 2010, imputés sur les deux remboursements semestriels contractuels de 2011 (seul restant un solde de € 0,6 million au 31 décembre 2011). Elle a également remboursé par anticipation le 30 juin 2011 € 3,8 millions au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow* ;
- € 1,8 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 2,8 millions au 30 juin 2011, alors que la société affichait un endettement financier net de € 2,4 millions le 31 décembre 2010 et de € 29,4 millions le 30 juin 2010. L'amélioration atteint donc € 5,2 millions sur le semestre et € 32,2 millions en douze mois.

Compte tenu des meilleurs ratios financiers, la marge sur les intérêts de l'emprunt à moyen terme a été ramenée, conformément au contrat de prêt, de 1,85 % en 2010 à 0,95 % au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (cf. note 10.1 des notes annexes au présent rapport).

Du fait des excédents de trésorerie dont elle dispose désormais, la société a décidé de ne pas renouveler les lignes de crédit de trésorerie de € 14 millions venues à échéance en juin.

### 3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

#### Evolution du capital

Au 30 juin 2011, le capital social est de € 28 017 538,20 divisé en 28 884 060 actions d'une valeur nominale de € 0,97 (il était de € 27 644 043,58 divisé en 28 499 014 actions au 31 décembre 2010).

L'augmentation de 385 046 actions depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 provient de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 373 494,62 en valeur nominale assorti d'une prime d'émission globale de € 1 414 022,12).

Le 18 avril 2011, la société Financière de l'Echiquier (France), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, avait déclaré avoir franchi à la baisse le seuil de 10 % des droits de vote de la société et détenir à cette date 10,16 % du capital et 9,99 % des droits de vote. Le 8 juin 2011, elle a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 10 % des droits de vote et détenir à cette date 10,21 % du capital et 10,04 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,5 % du capital et 38 % des droits de vote,
- la Financière de l'Echiquier et la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

#### Attribution d'options de souscription d'actions

Le 9 juin 2011, le Conseil d'Administration a attribué 247 267 options de souscription d'actions au prix d'exercice de € 6,25 par option à 67 bénéficiaires, au titre de la réalisation de leurs objectifs 2010, conformément à l'engagement qu'il avait pris lors de l'attribution des plans d'options 2010.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs attribué, au titre du plan d'options 2011, 188 460 options au prix d'exercice de € 6,25 par option à 100 bénéficiaires, et 461 700 options maximum ont fait l'objet d'un engagement d'attribution envers 85 bénéficiaires au titre de la réalisation de leurs objectifs 2011. Le nombre définitif et le prix d'exercice des options correspondant à cet engagement seront fixés par le Conseil d'Administration le jour de leur attribution en 2012, le prix d'exercice ne pouvant être, en tout état de cause, inférieur à € 6,25.

L'intégralité de ces options est au bénéfice de salariés du Groupe. Les deux seuls dirigeants mandataires sociaux, André Harari et Daniel Harari, ne sont bénéficiaires d'aucune option depuis 2000.

## Actions de la société détenues en propre

Au 30 juin 2011, la société détenait 0,3 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale).

## Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Après son fort redressement en 2010 (+ 86 %), succédant à deux années de baisse importante du fait de la crise, le cours de Bourse de l'action Lectra a poursuivi sa progression au premier semestre. Au 30 juin 2011, le cours s'établissait à € 5,80, en hausse de 38 % par rapport au 31 décembre 2010 (€ 4,19). Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé, respectivement, de 5 % et 6 %. Le cours a affiché un plus bas de € 4,12 le 3 janvier et un plus haut de € 6,81 le 7 avril.

Les volumes d'échange continuent d'être en forte augmentation : selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (4,9 millions) a plus que doublé et les capitaux échangés (€ 28,1 millions) ont été multipliés par cinq, par rapport à la même période de 2010.

### 4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

Aucun événement important n'est à signaler.

### 5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 27 octobre, après la clôture de NYSE Euronext.

### 6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a longuement développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir dans son rapport financier du 10 février 2011 ainsi que dans son rapport annuel 2010, auxquels il convient de se reporter.

Depuis le début de l'année, l'amélioration progressive de l'économie mondiale s'est globalement confirmée. Cependant, l'environnement macroéconomique, qui a été marqué d'une part par les conséquences des catastrophes tragiques au Japon et des crises géopolitiques dans certains pays du Maghreb et au Moyen-Orient, d'autre part par un accroissement des inquiétudes sur les dettes souveraines des Etats-Unis et de certains pays européens, n'est toujours pas revenu à la situation d'avant-crise.

La reprise demeure donc fragile, les risques et incertitudes se sont accrus, et une nouvelle détérioration de la situation économique et monétaire reste possible. L'exigence de prudence et de vigilance doit donc être maintenue.

Conformes dans leurs grandes lignes aux anticipations de la société, l'activité commerciale et les résultats du premier semestre 2011 confirment le renforcement des équilibres d'exploitation et de sa structure financière. Le carnet de commandes reste solide. Toutefois, la situation des différentes régions et des différents marchés sectoriels demeure hétérogène et l'activité cumulée de l'ensemble de ses clients n'a pas encore retrouvé son niveau de 2007.

Le 10 février 2011, la société a retenu comme scénario central pour l'année 2011, dans l'hypothèse où la reprise économique se poursuivrait au rythme des mois précédents, un chiffre d'affaires de l'ordre de € 207 millions et un résultat opérationnel courant d'environ € 28,5 millions, ce qui dégagerait une marge opérationnelle courante proche de 14 % et un résultat net d'environ € 18 millions.

Ces chiffres avaient été établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,35 / € 1.

Dans l'hypothèse où la parité moyenne serait de \$ 1,45 / € 1 au second semestre, le seul effet des changes aurait pour impact mécanique de diminuer, pour l'ensemble de l'exercice, de € 4 millions le chiffre d'affaires, de € 2,3 millions le résultat opérationnel et de 1 point la marge opérationnelle, pour les ramener, respectivement, à environ € 203 millions, € 26 millions et 13 %. Les progressions par rapport à 2010 à données comparables, respectivement de +10 %, + 30 % et + 2 points, restent inchangées. Le résultat net serait réduit de € 1,5 million et proche de € 16,5 millions (+ 16 % à données réelles par rapport à celui de 2010 retraité des éléments à caractère non récurrent). Enfin, le cash-flow libre devrait être de l'ordre de € 14 millions.

A la date du présent rapport, le scénario central du 10 février, tel qu'actualisé par le seul effet des parités de change, demeure le plus probable.

Dans cette hypothèse réactualisée, le chiffre d'affaires resterait en retrait de € 14 millions (- 6 %) par rapport à 2007, mais le résultat opérationnel serait, quant à lui, multiplié par 2,3, démontrant les progrès des équilibres opérationnels réalisés par la société pendant la crise.

2011 sera également marquée par le retour à une trésorerie nette positive de l'ordre de € 8 millions en fin d'année, alors que l'endettement financier net avait culminé à € 56,4 millions fin 2008. Par ailleurs, l'encaissement des € 10,8 millions restant dus sur les dommages et intérêts alloués par le Tribunal arbitral international renforcerait d'autant la structure financière. L'objectif actuel de la société est de poursuivre sa politique de rémunération des actionnaires sous forme de dividendes et de conserver sa trésorerie pour financer sa croissance organique.

Confortée par ses résultats, la société est confiante sur la solidité de son modèle économique et ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 28 juillet 2011



## Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2011

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 28 juillet 2011

Daniel Harari  
Directeur Général

Jérôme Viala  
Directeur Financier

## Etat de la situation financière consolidée

### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010	30 juin 2010
Ecarts d'acquisition	30 371	30 999	37 753
Autres immobilisations incorporelles	5 244	5 452	5 793
Immobilisations corporelles	10 810	11 066	11 886
Actifs financiers non courants	1 627	1 700	1 553
Impôts différés	10 909	12 938	15 706
<b>Total actif non courant</b>	<b>58 961</b>	<b>62 155</b>	<b>72 691</b>
Stocks	21 633	19 336	18 854
Clients et comptes rattachés	36 923	43 862	38 994
Créances d'impôt courant sur les sociétés	9 580	6 918	3 774
Autres actifs courants	7 794	4 674	12 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 035	30 174	17 060
<b>Total actif courant</b>	<b>106 965</b>	<b>104 964</b>	<b>90 812</b>
<b>Total actif</b>	<b>165 926</b>	<b>167 119</b>	<b>163 503</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2011	31 décembre 2010	30 juin 2010
Capital social	28 018	27 644	27 641
Primes d'émission et de fusion	2 453	1 039	1 033
Actions détenues en propre	(446)	(386)	(1 278)
Ecarts de conversion	(9 130)	(8 877)	(9 229)
Réserves et résultats consolidés	26 982	22 612	10 464
<b>Capitaux propres</b>	<b>47 876</b>	<b>42 032</b>	<b>28 630</b>
Engagements de retraite	4 108	4 124	4 008
Emprunts et dettes financières à long terme	21 936	27 694	36 851
<b>Total passif non courant</b>	<b>26 044</b>	<b>31 818</b>	<b>40 859</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	47 417	49 120	48 037
Produits constatés d'avance	33 543	35 835	33 891
Dettes d'impôt exigible	1 327	537	208
Emprunts et dettes financières à court terme	6 336	4 905	9 625
Provisions	3 383	2 872	2 253
<b>Total passif courant</b>	<b>92 006</b>	<b>93 269</b>	<b>94 014</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>165 926</b>	<b>167 119</b>	<b>163 503</b>

## Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2011 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2010 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010 (six mois)
Chiffre d'affaires	52 352	102 129	48 871	91 833
Coût des ventes	(15 805)	(30 228)	(13 538)	(25 691)
<b>Marge brute</b>	<b>36 547</b>	<b>71 901</b>	<b>35 333</b>	<b>66 142</b>
Frais de recherche et développement	(3 082)	(6 019)	(2 594)	(5 121)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(26 046)	(53 001)	(27 383)	(52 680)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>7 419</b>	<b>12 881</b>	<b>5 356</b>	<b>8 341</b>
Produits financiers	160	268	74	104
Charges financières	(624)	(1 192)	(881)	(1 866)
Résultat de change	(141)	112	(710)	(656)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>6 814</b>	<b>12 069</b>	<b>3 839</b>	<b>5 923</b>
Impôts sur le résultat	(1 690)	(3 277)	(1 108)	(1 569)
<b>Résultat net</b>	<b>5 124</b>	<b>8 792</b>	<b>2 731</b>	<b>4 354</b>

(en euros)

### Résultat par action

#### Résultat :

- de base	0,18	0,31	0,10	0,16
- dilué	0,17	0,30	0,10	0,16

#### Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	28 749 907	28 611 406	28 048 678	28 048 682
- résultat dilué	29 513 192	29 315 615	28 048 678	28 048 682

## Etat du résultat global

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2011 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 2010 (trois mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010 (six mois)
<b>Résultat net</b>	<b>5 124</b>	<b>8 792</b>	<b>2 731</b>	<b>4 354</b>
Ecart de conversion	(79)	(253)	(302)	(644)
Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couvertures de change	0	0	(186)	(200)
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	222	635	321	349
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(74)	(212)	(45)	(50)
<b>Résultat global total</b>	<b>5 193</b>	<b>8 962</b>	<b>2 520</b>	<b>3 809</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010 (six mois)
<b>I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>		
Résultat net	8 792	4 354
Amortissements et provisions d'exploitation	1 837	3 309
Eléments non monétaires du résultat	302	101
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(9)	(29)
Variation des impôts différés	1 608	503
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation</b>	<b>12 530</b>	<b>8 238</b>
Variation des stocks et en-cours	(1 321)	(995)
Variation des créances clients et comptes rattachés	4 689	2 540
Variation des autres actifs et passifs courants	(6 123)	9 755
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>(2 755)</b>	<b>11 300</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle</b>	<b>9 775</b>	<b>19 538</b>
<b>II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(615)	(543)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 021)	(395)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	98	128
Acquisitions d'immobilisations financières	(336)	(154)
Cessions d'immobilisations financières	449	269
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(1 425)</b>	<b>(695)</b>
<b>III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	1 788	0
Versement de dividendes	(5 164)	0
Achats par la société de ses propres actions	(516)	(149)
Ventes par la société de ses propres actions	848	149
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	400
Remboursement des dettes long terme et court terme	(4 320)	(3 914)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(7 364)</b>	<b>(3 514)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>986</b>	<b>15 329</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture <sup>(1)</sup></b>	<b>30 174</b>	<b>2 149</b>
Variation de la trésorerie	986	15 329
Incidence des variations de cours de change	(125)	(418)
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>31 035</b>	<b>17 060</b>
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	9 253	19 354
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(903)	(511)
<b>Cash-flow libre</b>	<b>8 350</b>	<b>18 843</b>
Impôts payés (remboursés), nets <sup>(2)</sup>	(70)	(159)
Intérêts payés	860	1 476

(1) Après déduction du montant des lignes de crédit de trésorerie utilisées pour € 7,6 millions au 31 décembre 2009. Les lignes de crédit de trésorerie n'ont pas été utilisées à compter du 30 juin 2010.

(2) Ce montant ne comprend pas les remboursements du crédit d'impôt recherche.

## Tableau de variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social					
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>28 495 514</b>	<b>0,97</b>	<b>27 641</b>	<b>1 033</b>	<b>(1 439)</b>	<b>(8 585)</b>	<b>6 039</b>	<b>24 689</b>
Résultat net							4 354	4 354
Autres éléments du résultat global						(644)	99	(545)
<b>Resultat global</b>						<b>(644)</b>	<b>4 453</b>	<b>3 809</b>
Valorisation des options de souscription d'actions							79	79
Vente (achat) par la société de ses propres actions					161			161
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(107)	(107)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2010</b>	<b>28 495 514</b>	<b>0,97</b>	<b>27 641</b>	<b>1 033</b>	<b>(1 278)</b>	<b>(9 229)</b>	<b>10 464</b>	<b>28 630</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>28 495 514</b>	<b>0,97</b>	<b>27 641</b>	<b>1 033</b>	<b>(1 439)</b>	<b>(8 585)</b>	<b>6 039</b>	<b>24 689</b>
Résultat net							15 647	15 647
Autres éléments du résultat global						(292)	682	390
<b>Resultat global</b>						<b>(292)</b>	<b>16 329</b>	<b>16 037</b>
Exercice d'options de souscription d'actions	3 500	0,97	3	5				9
Valorisation des options de souscription d'actions							193	193
Vente (achat) par la société de ses propres actions					1 053			1 053
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							51	51
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>28 499 014</b>	<b>0,97</b>	<b>27 644</b>	<b>1 039</b>	<b>(386)</b>	<b>(8 877)</b>	<b>22 612</b>	<b>42 032</b>
Résultat net							8 792	8 792
Autres éléments du résultat global						(253)	423	170
<b>Resultat global</b>						<b>(253)</b>	<b>9 215</b>	<b>8 962</b>
Exercice d'options de souscription d'actions	385 046	0,97	373	1 414				1 788
Valorisation des options de souscription d'actions							58	58
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(60)			(60)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							261	261
Dividendes							(5 164)	(5 164)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2011</b>	<b>28 884 060</b>	<b>0,97</b>	<b>28 018</b>	<b>2 453</b>	<b>(446)</b>	<b>(9 130)</b>	<b>26 982</b>	<b>47 876</b>

## NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2011

### 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, l'éolien, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 30 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2010, réalisé en direct 92 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 750 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

## Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

## 2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, disponibles sur [www.lectra.com](http://www.lectra.com).

Ils sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2010. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 28 juillet 2011. Ils ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- IAS 24 – Information relative aux parties liées ;
- Amendement à IAS 32 – Classement des émissions de droits ;
- Amendement à IFRS 1 – Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants ;
- Procédure Amélioration annuelle des IFRS 2010 ;
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ;
- Amendement à IFRIC 14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de leur adoption.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres

concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2011 traduits à cours de change 2010, comparés aux données réelles 2010.

### Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés. Le groupe a procédé à la revue des UGT (unités génératrices de trésorerie) et n'a pas identifié d'indicateurs de perte de valeur.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de R&D au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.



## Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

## Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

## Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

## Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein de la société. Les secteurs opérationnels présentés dans la note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » de la société.

Les secteurs opérationnels correspondent tout d'abord aux régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune

activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de la performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

### **3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

Au 30 juin 2011, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 25 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre de consolidation du Groupe au cours du premier semestre 2011.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2011, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,8 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,0 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la maison mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au cours du premier semestre 2011.

## 4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

### 4.1 Deuxième trimestre 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	A cours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	52 353	54 916	48 871	+7%	+12%
Coût des ventes	(15 806)	(16 050)	(13 538)	+17%	+19%
Marge brute	36 547	38 866	35 333	+3%	+10%
(en % du chiffre d'affaires)	69,8%	70,8%	72,3%	-2,5 points	-1,5 point
Frais de recherche et de développement	(3 082)	(3 082)	(2 594)	+19%	+19%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(26 045)	(26 781)	(27 383)	-5%	-2%
Résultat opérationnel	7 420	9 003	5 356	+39%	+68%
(en % du chiffre d'affaires)	14,2%	16,4%	11,0%	+3,2 points	+5,4 points
Résultat avant impôts	6 814	8 399	3 839	+77%	+119%
Impôt sur le résultat	(1 690)	na	(1 108)	+53%	na
Résultat	5 124	na	2 731	+88%	na

### 4.2 Premier semestre 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	A cours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	102 129	104 069	91 833	+11%	+13%
Coût des ventes	(30 228)	(30 360)	(25 691)	+18%	+18%
Marge brute	71 901	73 709	66 142	+9%	+11%
(en % du chiffre d'affaires)	70,4%	70,8%	72,0%	-1,6 point	-1,2 point
Frais de recherche et de développement	(6 019)	(6 019)	(5 121)	+18%	+18%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(53 001)	(53 398)	(52 680)	+1%	+1%
Résultat opérationnel	12 881	14 292	8 341	+54%	+71%
(en % du chiffre d'affaires)	12,6%	13,7%	9,1%	+3,5 points	+4,6 points
Résultat avant impôts	12 069	13 481	5 923	+104%	+128%
Impôt sur le résultat	(3 277)	na	(1 569)	+109%	na
Résultat	8 792	na	4 354	+102%	na

## 5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

### 5.1 Deuxième trimestre 2011

#### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	25 318	48%	25 343	24 099	49%	+5%	+5%
- France	5 771	11%	5 771	4 642	9%	+24%	+24%
Amériques	9 930	19%	11 114	10 417	21%	-5%	+7%
Asie - Pacifique	13 910	27%	15 224	11 033	23%	+26%	+38%
Autres pays	3 195	6%	3 235	3 323	7%	-4%	-3%
<b>Total</b>	<b>52 353</b>	<b>100%</b>	<b>54 916</b>	<b>48 872</b>	<b>100%</b>	<b>+7%</b>	<b>+12%</b>

#### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	13 884	27%	14 402	13 941	29%	0%	+3%
- nouvelles licences	6 608	13%	6 923	6 400	13%	+3%	+8%
- contrats d'évolution logiciels	7 276	14%	7 479	7 541	16%	-4%	-1%
Équipements de CFAO	16 433	31%	17 754	13 219	27%	+24%	+34%
Maintenance hardware et services en ligne	8 559	16%	8 806	9 117	19%	-6%	-3%
Pièces détachées et consommables	10 990	21%	11 411	10 109	21%	+9%	+13%
Formation, conseil	2 349	4%	2 403	2 334	5%	+1%	+3%
Divers	138	0%	140	152	0%	-9%	-7%
<b>Total</b>	<b>52 353</b>	<b>100%</b>	<b>54 916</b>	<b>48 872</b>	<b>100%</b>	<b>+7%</b>	<b>+12%</b>

#### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	25 527	49%	27 220	22 104	45%	+15%	+23%
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	26 826	51%	27 696	26 768	55%	0%	+3%
- contrats récurrents	15 354	29%	15 794	16 192	33%	-5%	-2%
- autres revenus récurrents sur la base installée	11 472	22%	11 902	10 576	22%	+8%	+13%
<b>Total</b>	<b>52 353</b>	<b>100%</b>	<b>54 916</b>	<b>48 872</b>	<b>100%</b>	<b>+7%</b>	<b>+12%</b>

<sup>(1)</sup> Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

<sup>(2)</sup> Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.

- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

## 5.2 Premier semestre 2011

### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	51 816	51%	51 696	47 338	52%	+9%	+9%
- France	10 877	11%	10 877	9 410	10%	+16%	+16%
Amériques	19 993	20%	21 036	20 249	22%	-1%	+4%
Asie - Pacifique	24 764	24%	25 773	18 819	20%	+32%	+37%
Autres pays	5 556	5%	5 564	5 427	6%	+2%	+3%
<b>Total</b>	<b>102 129</b>	<b>100%</b>	<b>104 069</b>	<b>91 833</b>	<b>100%</b>	<b>+11%</b>	<b>+13%</b>

### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	28 046	27%	28 391	26 601	29%	+5%	+7%
- nouvelles licences	13 446	13%	13 696	11 799	13%	+14%	+16%
- contrats d'évolution logiciels	14 600	14%	14 695	14 802	16%	-1%	-1%
Équipements de CFAO	30 471	30%	31 689	23 610	26%	+29%	+34%
Maintenance hardware et services en ligne	17 176	17%	17 266	17 960	20%	-4%	-4%
Pièces détachées et consommables	21 354	21%	21 622	19 074	21%	+12%	+13%
Formation, conseil	4 838	5%	4 856	4 276	5%	+13%	+14%
Divers	244	0%	245	312	0%	-22%	-22%
<b>Total</b>	<b>102 129</b>	<b>100%</b>	<b>104 069</b>	<b>91 833</b>	<b>100%</b>	<b>+11%</b>	<b>+13%</b>

### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	49 001	48%	50 486	39 997	44%	+23%	+26%
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	53 128	52%	53 583	51 836	56%	+2%	+3%
- contrats récurrents	30 889	30%	31 074	31 850	35%	-3%	-2%
- autres revenus récurrents sur la base installée	22 239	22%	22 510	19 986	22%	+11%	+13%
<b>Total</b>	<b>102 129</b>	<b>100%</b>	<b>104 069</b>	<b>91 833</b>	<b>100%</b>	<b>+11%</b>	<b>+13%</b>

<sup>(1)</sup> Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

<sup>(2)</sup> Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.

- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

## Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	29 808	61%	30 417	22 251	56%	+34%	+37%
Automobile	13 994	29%	14 764	9 535	24%	+47%	+55%
Ameublement	2 531	5%	2 509	2 799	7%	-10%	-10%
Autres industries	2 668	5%	2 796	5 412	14%	-51%	-48%
<b>Total</b>	<b>49 001</b>	<b>100%</b>	<b>50 486</b>	<b>39 997</b>	<b>100%</b>	<b>+23%</b>	<b>+26%</b>

## 6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Au 30 juin 2011	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	51 816	19 993	24 764	5 556	0	102 129
Résultat opérationnel courant	5 007	(31)	744	719	6 442	12 881

Au 30 juin 2010	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	47 338	20 249	18 819	5 427	0	91 833
Résultat opérationnel courant	3 627	(526)	142	661	4 437	8 341

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

## 7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	9,3	0,0	9,3
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(0,9)	0,0	(0,9)
Augmentation de capital <sup>(1)</sup>	1,8	0,0	1,8
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(2)</sup>	0,3	0,0	0,3
Versement de dividendes	(5,2)	0,0	(5,2)
Variation de l'endettement	(4,3)	4,3	0,0
Effet de la variation des devises – divers	(0,1)	0,0	(0,1)
<b>Variation de la période</b>	<b>0,9</b>	<b>4,3</b>	<b>5,2</b>
Situation au 31 décembre 2010	30,2	(32,6)	(2,4)
Situation au 30 juin 2011	31,0	(28,3)	2,8
<b>Variation de la période</b>	<b>0,9</b>	<b>4,3</b>	<b>5,2</b>

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale), dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2010 et du 29 avril 2011.

Le cash-flow libre du premier semestre s'élève à € 8,4 millions.

Hors effet des décaissements à caractère non récurrents (correspondant aux coûts des mesures de réorganisation mises en œuvre en fin d'année dernière et provisionnés dans les comptes 2010), le cash-flow libre s'élève à € 9,3 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 12,5 millions, d'investissements de € 1,4 million et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 1,9 million.

Les principales variations sont les suivantes :

- + € 1,3 million proviennent de l'augmentation des stocks, en raison de la forte progression du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables ;
- - € 4,7 millions proviennent d'une nouvelle diminution des créances clients, malgré la progression du chiffre d'affaires ;
- - € 3,6 millions proviennent d'une hausse des dettes fournisseurs, consécutive à la forte augmentation du volume des achats de production des équipements de CFAO et de pièces détachées et consommables ;
- + € 2,7 millions proviennent du crédit d'impôt recherche du trimestre, comptabilisé mais non encaissé ;
- + € 3,9 millions proviennent du paiement, au premier trimestre, de la partie variable des salaires du Groupe et de la prime d'intéressement de la société mère Lectra SA relatifs aux résultats de l'exercice 2010.

L'augmentation totale du besoin en fonds de roulement, comprenant € 0,9 million de décaissements à caractère non récurrent, est de € 2,8 millions.

Conformément au vote de l'Assemblée Générale du 29 avril 2011, la société a distribué un dividende de € 0,18 par action au titre de l'exercice 2010, représentant un dividende global de € 5,2 millions, mis en paiement le 10 mai 2011.

## **8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO**

Ce litige fait l'objet d'un développement détaillé dans la note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2010 à laquelle il convient de se référer.

**Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 25,9 millions (au 30 juin 2011)**

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le tribunal arbitral international avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement)
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres avait entièrement débouté Induyco et lui avait refusé la possibilité de faire appel). Elle avait aussi initié des procédures en Espagne visant à empêcher Lectra d'encaisser les sommes dues.

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Face au refus persistant d'Induyco de payer le solde de € 10,8 millions, Lectra a engagé fin décembre 2010 une procédure d'exequatur devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne la sentence arbitrale rendue en octobre 2009 et encaisser les montants encore dus par Induyco.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'exequatur en Espagne de la sentence arbitrale. Il a donc reconnu la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'exequatur de Lectra.

La décision que vient de rendre le Tribunal de Première Instance de Madrid, contre laquelle Induyco a interjeté appel, constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige. Elle renforce la volonté de la société de faire valoir fermement ses droits et de poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence.

### **La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions sur le montant global de dommages et intérêts de € 25,9 millions**

L'encaissement des € 15,1 millions s'est traduit, dans les comptes consolidés 2010, par une diminution du montant des écarts d'acquisition de € 6,1 millions et par un produit net à caractère non récurrent de € 3,3 millions résultant d'un produit à caractère non récurrent de € 9,0 millions diminué du montant des honoraires et frais de procédures précédemment comptabilisés dans les autres actifs courants (€ 5,7 millions).

Induyco ayant fait appel de la décision du 27 juin 2011, celle-ci ne modifie pas l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société : le solde (€ 10,8 millions) du montant total (€ 25,9 millions au 30 juin 2011) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco.

## **9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE**

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au premier semestre 2011, acheté 88 279 actions et en a vendu 158 541 aux cours moyens respectifs de € 5,85 et de € 5,35.

En conséquence, au 30 juin 2011, elle détenait 73 478 (soit 0,3 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 6,07, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## **10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ**

### **10.1 Crédit bancaire à moyen terme de € 48 millions**

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Les deux premières échéances semestrielles de € 3,8 millions chacune ont été remboursées le 30 juin et le 31 décembre 2010. En complément et compte tenu de la forte amélioration de sa situation de trésorerie en 2010, la société, à sa propre initiative, a effectué un remboursement anticipé de € 10,0 millions le 31 décembre 2010. Ce remboursement volontaire se substitue aux remboursements semestriels contractuels de 2011 qui, de ce fait, sont réduits à € 0,6 million payable le 31 décembre 2011.



Parallèlement, un remboursement complémentaire de € 3,8 millions a été effectué le 30 juin 2011 en application de la clause d'*excess cash-flow* du contrat de prêt, en raison de la forte augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2010.

Le solde de l'emprunt, soit € 25,9 millions, sera remboursable en quatre échéances semestrielles à compter du 30 juin 2012 : les deux premières de € 5,3 millions (30 juin et 31 décembre 2012), la suivante de € 9,6 millions (30 juin 2013) et la dernière de € 5,8 millions (31 décembre 2013). Une nouvelle accélération contractuelle des remboursements par rapport à cet échéancier est possible, en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le contrat comprend une clause de remboursement anticipé lors de l'encaissement des dommages et intérêts perçus dans le cadre de la procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco. Le montant de € 15,1 millions reçu en 2010 n'a pas donné lieu à un remboursement anticipé, le seuil au-delà duquel cette clause s'exerce n'étant pas atteint compte tenu du montant total des frais et honoraires engagés par Lectra depuis le début de la procédure, ces derniers étant déduits du montant de l'indemnité perçue pour le calcul d'un éventuel remboursement. En revanche, l'encaissement du solde de € 10,8 millions des dommages et intérêts dû à Lectra par Induyco conduira à un remboursement anticipé proche de 50 % du montant reçu.

Les dates de remboursement utilisées pour remplir le tableau figurant en note 10.3 sont les dates contractuelles au plus tard sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter (*covenants*) le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Les ratios à respecter au 31 décembre de chaque année jusqu'au terme de l'emprunt sont les suivants :

	2011	2012
<i>Leverage</i>	< 1,7	< 1,7
<i>Gearing</i>	< 1	< 1

Le ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*) et le ratio de *leverage* étaient tous les deux de 0,1 au 31 décembre 2010. La société considère qu'elle respectera ces deux *covenants* au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde de l'emprunt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est également engagée à limiter ses investissements à € 10,0 millions par an et à subordonner le paiement des dividendes au respect du calendrier de remboursement des échéances du prêt en limitant leur montant, sous certaines conditions, à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice concerné (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures). Le paiement du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 a respecté cette condition.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, cet emprunt était soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 1,85 % l'an. Conformément au contrat, cette marge a été réduite à 0,95 % l'an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 compte tenu du ratio de *leverage* de l'exercice 2010.

La société a couvert, dès la signature du contrat de prêt en 2007, son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux (cf. note 11). Le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élève à 5,72 % au premier semestre 2011.

## 10.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 juin 2011, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire	5 840	20 640	0	26 480
Avances remboursables ne portant pas intérêt <sup>(1)</sup>	496	1 296	0	1 792
Lignes de crédit de trésorerie	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>6 336</b>	<b>21 936</b>	<b>0</b>	<b>28 272</b>

(1) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

## 10.3 Trésorerie disponible et trésorerie nette

Les lignes de crédit de trésorerie existantes au 31 décembre 2010 pour un montant total de € 14 millions sont arrivées à échéance en juin 2011. Le Groupe a décidé de ne pas les renouveler, compte tenu des excédents de trésorerie dont il dispose.

Au 30 juin 2011, la trésorerie disponible du Groupe s'élève à € 31,0 millions. La trésorerie nette s'élève donc à € 2,8 millions (contre un endettement financier net de € 2,4 millions au 31 décembre 2010).

## 11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 10, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 30 juin 2011 est négative de € 0,5 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier au premier semestre 2011.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, le montant nominal des *swaps* de taux a été réduit à € 30 millions. Il a été ramené à € 18 millions le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et sera réduit à € 13 millions le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et enfin à € 5 millions le 1<sup>er</sup> juillet 2012, jusqu'au 31 décembre 2012, date de l'échéance des *swaps*.

De ce fait, dans l'hypothèse théorique où le taux Euribor 3 mois serait identique à celui à la date du 26 juillet (1,62 %), le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élèverait à 4,73 % au second semestre 2011, 4,18 % au premier semestre 2012, 3,36 % au second semestre 2012, enfin 2,60 % en 2013.

## 12. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2010.

Au cours du premier semestre 2011, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,40 / € 1.

### Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2011 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 1,0 million, destinés à couvrir des positions existantes.

Le 7 janvier 2011, la société avait couvert son exposition estimée au dollar américain pour le premier trimestre 2011 par des ventes à terme à une parité de \$ 1,29 / € 1. Ces ventes à terme se sont traduites par un gain de change de € 0,4 million dans les comptes du premier trimestre 2011. La société ne s'est pas couverte au-delà de cette période.

## 13. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

### Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

### Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2011 est de \$ 1,35 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,33 / € 1 en 2010, et de \$ 1,40 / € 1 pour le premier semestre 2011).

La parité moyenne retenue pour le second semestre est de \$ 1,45 / € 1. Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant passer la parité de \$ 1,45 / € 1 à \$ 1,40 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires du second semestre d'environ € 1,3 million et du résultat opérationnel de € 0,8 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,50 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants. Ces montants tiennent compte d'une augmentation de la part du chiffre d'affaires réalisé en dollar par rapport aux estimations de la société en début d'exercice.

## 14. CONTROLE FISCAL DE LECTRA SA

La société mère, Lectra SA, faisait l'objet depuis le mois de juin 2010 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009 qui s'est achevé au premier trimestre 2011. Les redressements notifiés par l'administration fiscale concernent essentiellement le crédit d'impôt recherche pour un montant non significatif et intégralement provisionné au 31 décembre 2010.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE**  
**SEMESTRIELLE 2011**

**LECTRA S.A.**

16-18, rue Chalgrin  
75016 Paris

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **Lectra SA**, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Le compte de résultat trimestriel consolidé du deuxième trimestre 2011 ainsi que les chiffres comparatifs du deuxième trimestre 2010 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Sur la base de notre examen limité et sous la réserve exposée au paragraphe précédent, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle du fait exposé ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 28 juillet 2011

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Bruno Tesnière

Anne Jallet-Auguste

Eric Junières